



# Contre le capital, Macron et les patrons qui sacrifient nos vies et laminent nos droits

## Toutes et tous ensemble pour le renouveau du programme du Conseil National de la Résistance

### Pour un programme de nationalisations massives

C'est un programme de nationalisations massif qu'il conviendra de mettre en place après ce désastre humain et économique. Puisque MACRON dit que nous sommes en guerre, à la sortie de cette pandémie, comme en 1945, c'est un nouveau programme du Conseil National de la Résistance qui sera nécessaire pour en finir avec cette oligarchie qui sacrifie nos vies pour leur pouvoir et leurs profits. Alors oui, « le jour d'après », il faudra renationaliser les entreprises de l'énergie, des transports, de la finance, de l'industrie pharmaceutique, et revitaliser tout le secteur public et l'élargir notamment pour la sante en nationalisant les établissements et cliniques privés.

Dans le même temps, il faudra créer un vrai système unique et universel de sécurité sociale pour aller vers le 100% securite sociale tant pour la maladie que pour la retraite. Ce qui signifie l'intégration dans ce système des complémentaires maladies et retraite ...tout ceci sous le contrôle des travailleurs et usagers. Voilà ce qui doit être la priorité des travailleurs : après la « guerre », la paix doit se faire en changeant ce système qui a fait faillite et comme ce sont les masses qui font l'histoire, l'intervention des travailleurs sera absolument nécessaire pour imposer ce changement. Il n'y a rien à attendre de ce pouvoir qui non seulement ne changera rien malgré les fausses promesses actuelles mais, au contraire, s'apprête à faire payer l'addition aux travailleuses et travailleurs, à l'image des ordonnances antisociales relatives à l'état d'urgence sanitaire.

**LA MACRONIE TUE**

**CICE**  
20 MILLIARDS €

**OU**

40 000 Médecins  
+ 150 000 Infirmières  
+ 150 000 Aides Soignantes  
+ 1 Milliard de Masques FFP2  
+ 1 Milliard de Masques Chirurgicaux

70 000 Respirateurs Artificiels

**OU**

**SUPPRESSION DE L'ISF**  
3 MILLIARDS €

**EVASION FISCALE**  
80 MILLIARDS €

**OU**

70 000 Lits d'Hôpital Public  
+  
RETRAITE à 60 ans  
à taux plein

**NI OUBLI, NI PARDON**

### Et dans le Loiret, on commence par quoi ? Quelques exemples :

- La clinique Oréliance, située à Saran, doit devenir un hôpital public
- L'entreprise DELPHARM (FAMAR), située à Orléans la Source, doit devenir une entreprise nationale du médicament
- Les transports collectifs urbains et interurbains gérés actuellement par des entreprises privés (Transdev, Les Cars Dunois, KEOLIS) doivent redevenir des véritables services publics

# De l'argent, il y en a, dans les poches du patronat !

**Sortons du piège capitaliste, et du mensonge, de la dette et de l'austérité prônée par l'Union Européenne et les marchés financiers et poursuivons le chemin tracé par A.Croizat**



CE que l'on n'effacera jamais: Ambroise Croizat signant dans le sillage du CNR, la mise en place des Retraites et de la sécurité sociale, de la médecine du travail, du statut des mineurs, de celui des électriciens et gaziers, de la formation professionnelle, des comités d'entreprises, de la fonction publique, des CHST et de la prévention dans l'entreprise....  
Et oui tout cela venant d'un ministre ouvrier et d'un Peuple de France mobilisé, dans une France pourtant  
RUINEE... ET EN... UN AN ET DEMI SEULEMENT ! !....

*Ambroise Croizat, militant Cégétiste et ministre communiste, nous a laissé un héritage social considérable : la Sécurité sociale, les retraites, les conventions collectives modernisées, les comités d'entreprises et son décret du 2 novembre 1945 avec les cantines, les crèches, les dispensaires, les solutions au problème de relogement, le rôle des assistantes sociales, la formation professionnelle pour les adultes, la majoration des heures supplémentaires (50% au-delà de 48 heures, 100% les dimanches et jours fériés). Il met en place la caisse d'intempéries des ouvriers du bâtiment, invente la médecine du travail, la prime prénatale, l'allocation de salaire unique, la refonte de l'inspection du travail, le triplement du montant des allocations familiales, le doublement du congé maternité, il revalorise les rentes des mutilés du travail, la prévention dans l'entreprise, la reconnaissance des maladies professionnelles et les comités d'hygiène et de sécurité, et la mise en place de tous les statuts sociaux (de la fonction publique, des mineurs, des électriciens et gaziers, etc...)*

**Faisons preuve d'audace et refusons le dialogue social avec les patrons. La CGT n'est pas un partenaire social mais un syndicat de classe et de masse pour porter les revendications des travailleurs et comme le disait le CHE, soyons réalistes, exigeons l'impossible !**

- Oui à un système qui pose comme préalable **la solidarité et l'universalité du droit**: droit à la retraite à 60 ans avec un revenu minimum égal au SMIC que nous revendiquons, 1800 euros.
- Oui à un système universel **uniquement financé par les cotisations sociales** issues des richesses créées dans l'entreprise.
- Oui à un **système universel géré à 100% par les travailleuses et travailleurs** puisqu'il s'agit de leur salaire socialisé et que le monde du travail a démontré, en 21 ans de gestion ouvrière de 1946 à 1967 qu'il a été capable de le gérer sans qu'il y ait de déficit.
- Oui à un **calcul universel de pensions** pensé sur la meilleure période d'activité et permettant l'égalité entre le public et le privé (6 derniers mois pour le public, 10 meilleures années pour le privé).
- Oui à une **échelle mobile des salaires et des pensions** système universel de garantie des revenus de toutes et tous, avec une égalité salariale femme-homme.
- Oui à un **système universel porté à 100% par une sécurité sociale** dans laquelle on intégrera les mutuelles actuelles et l'assurance chômage comme c'était prévu en 1945.
- Oui à un **système universel** qui ne veuille pas dire uniformité, mais tienne compte de la pénibilité dans certaines professions
- Oui à un **système universel, garantissant aux étudiants** qui poursuivent de longues études de percevoir un salaire qui leur assure des cotisations comptant pour leur retraite.
- Oui à un **système universel** qui tienne compte dans ses calculs de l'accroissement considérable des gains de productivité horaire permis par l'évolution technologique depuis 1945 et modifiera ainsi totalement l'assiette de cotisations afin de rétablir la justice entre les petits artisans et commerçants et les grandes entreprises.